

# Zone euro : "du fédéralisme, on en fait déjà"

Expert des questions européennes, Jean-Dominique Giuliani plaide pour plus de fédéralisme. Par Sophie Fay.



Le fédéralisme ? Vous pouvez dire que c'est irréaliste, mais la déclaration de Robert Schuman le 9 mai 1950 proposant la création d'une communauté de l'acier et du charbon l'était aussi. (Sipa)

## **La plupart des économistes estiment que l'on ne sortira réellement de cette crise de la zone euro qu'avec "plus de fédéralisme". Qu'entendent-ils par là ?**

- Cela signifie que les Etats renoncent à une partie de leur souveraineté, en particulier dans le domaine budgétaire et fiscal. Le budget, les dépenses, les impôts ne seraient plus décidés par chaque Etat, mais ensemble. Aujourd'hui, le budget européen représente 1% du PIB (la richesse produite chaque année) de l'Union.

Si on veut que la Grèce ne meure pas asphyxiée, il faut pouvoir financièrement l'aider, mettre au point un plan de relance, en finançant des infrastructures, du soutien à l'emploi dans certaines régions, comme cela se ferait aux Etats-Unis. En Europe, nous avons pas besoin d'un **secrétaire d'Etat au Trésor commun**, qui préside le Conseil Ecofin, plus encore que de ministres des finances nationaux. Politiquement c'est difficile à expliquer, mais les observateurs de l'Europe savent en réalité depuis 1992 que le marché unique, puis l'union monétaire conduisent à l'union budgétaire. Et surtout que Chirac et Schroder, Sarkozy et Merkel, n'auraient jamais dû poser le sac de l'intégration.

## **Une telle avancée fédérale ne paraît-elle pas irréaliste compte tenu du peu d'enthousiasme européen dans les opinions publiques, notamment en Allemagne ?**

- Vous pouvez dire que c'est irréaliste, mais la déclaration de Robert Schuman le 9 mai 1950 proposant la création d'une communauté de l'acier et du charbon l'était aussi. La presse audiovisuelle ne s'était même pas déplacée pour écouter ce discours, il a fallu le réenregistrer. Pourtant il a été plébiscité par l'opinion publique. **La création de l'euro non plus n'était pas réaliste.**

Et puis du fédéralisme, en réalité, on en fait déjà. Nos budgets nationaux sont approuvés par nos pairs européens avant d'être discutés par nos Parlements nationaux. On s'estime déjà obligé par la dette grecque, donc d'une certaine manière on a déjà assumé la dette fédérale. Les fonds structurels européens représentent 330 milliards d'euros sur 7 ans. La Pologne par exemple va recevoir 65 milliards. Ce n'est pas négligeable !

L'Europe est déjà une union de transferts fédérale. Le solde net est élevé pour un pays comme l'Allemagne puisqu'il s'élève au total à 200 milliards d'euros. La France, elle, n'est contributrice nette que depuis 4 ans. Auparavant **on a toujours reçu plus que ce que l'on versait** grâce à la Politique agricole commune (qui représente encore 12 milliards d'euros cette année, 20 000 euros par minute !). Pour l'instant les gouvernements avancent cachés et espèrent s'en sortir comme cela. Même Nicolas Sarkozy, qui est pourtant plus européen que Jacques Chirac, hésite à l'expliquer clairement. Mais tant qu'on fait cela, ça ne passera pas bien auprès des marchés financiers qui veulent une stratégie clairement affichée.

## **Peut-on, selon vous, aller plus loin et comment ?**

- Cela dépendra des circonstances. A mon avis, il faut procéder à un **transfert de souveraineté clair** pour montrer que les Etats sont déterminés dans leur projet européen et rassurer les marchés. Cela peut n'avoir rien à voir avec l'économie et concerner l'armée par exemple. Mais cela peut aussi être le lancement d'Eurobonds, de Bons du Trésor européens. Cela dit on ne peut pas avoir une dette commune sans ressources communes, il faudrait donc tôt ou tard avoir une TVA européenne, un budget voté en commun et cela ce n'est pas du tout la vision des Allemands.

## **Peut-on avoir une seule politique économique alors que les Etats européens sont si différents à la fois sur le plan industriel, commercial, social, culturel ?**

- Dans tous les Etats fédéraux, il n'y a pas deux régions identiques : regardez les Etats-Unis, la Chine, l'Inde. Aucun Etat, aucune province ne ressemble à une autre. Il n'y a qu'en Europe que cela apparaît comme un problème, une question. Et puis il faut arrêter les idées reçues, croire que **la Grèce en tant qu'économie n'existe pas** : son tourisme est plus compétitif que le tourisme turc. Elle a aujourd'hui un problème de gestion de ses finances publiques plus qu'un problème économique.

**Interview de Jean-Dominique Giuliani, président depuis 2000 de la Fondation Robert Schuman, un laboratoire d'idées qui œuvre pour la promotion de l'Europe, par Sophie Fay.**

**(Le jeudi 21 juillet)**